

Étude de l'énergie marémotrice de la baie de Fundy

Le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, M. Donald S. Macdonald, le premier ministre de la Nouvelle-Écosse, M. Gerald H. Regan et le premier ministre du Nouveau-Brunswick, M. Richard Hatfield, ont annoncé que les trois gouvernements avaient reçu les recommandations de la Commission d'étude de l'énergie marémotrice de la baie de Fundy. Le rapport de la Commission qui a été déposé en Chambre par M. Macdonald propose qu'un programme d'étude soit entrepris au coût total de trois millions de dollars dont 1.3 million seraient consacrés à la première étape d'une durée de deux ans. Cette première étape comprendrait des études sur le marché et le transport de l'énergie électrique, le choix de l'emplacement et la maximisation de la production énergétique. Les trois gouvernements étudient maintenant en détail les mesures à prendre pour donner suite aux recommandations de l'étude.

La négociation dans la Fonction publique fédérale

Les négociateurs du Gouvernement fédéral rencontreront les agents négociateurs de la Fonction publique en 1975 afin de renouveler les conventions collectives qui expirent cette année et qui régissent quelque 155,000 employés membres de 36 unités de négociation.

Au cours de l'année écoulée, les négociateurs du Conseil du Trésor ont signé des conventions collectives avec des représentants de 35 unités de négociation, établissant les taux de rémunération et les conditions d'emploi de quelque 101,000 employés fédéraux. Les conventions de 1974 concernaient les employés des catégories scientifique, technique, administrative et de l'exploitation.

L'augmentation annuelle à intérêts composés prévue par ces conventions s'est élevée à 10.8 p. cent. La plupart des employés du Gouvernement fédéral ont aussi reçu, le 1er avril 1974, une augmentation de \$500 de leurs taux de rémunération annuels, ce qui représentait une augmentation moyenne de 5%.

Mises à part les augmentations négoc-

ciées, les employés rémunérés à un taux inférieur au maximum reçoivent une augmentation annuelle automatique d'environ 4 p. cent.

En 1974, le Conseil du Trésor a conclu 20 conventions collectives à la table de négociation sans recours à une tierce partie; il en a conclu 13 après recours à l'arbitrage, une après conciliation et une autre à la suite d'une grève légale.

La négociation collective dans la Fonction publique fédérale est une activité continue. Dès le début de 1975, le Conseil du Trésor, qui est l'employeur des fonctionnaires fédéraux, était déjà engagé dans diverses phases de la négociation avec les représentants de 23 unités de négociation qui comptent 46,000 employés et dont la taille varie de 64 (Groupe des sciences domestiques) à 19,000 employés (Groupe des manoeuvres et des hommes de métiers).

Lauréat d'une bourse ouest-allemande

M. Anton Z. Capri, professeur adjoint de physique à l'Université de l'Alberta, s'est mérité une bourse de recherche Humboldt, qui lui permettra de poursuivre des recherches pendant un an en Allemagne de l'Ouest.

Les bénéficiaires des bourses Humboldt, remises en mémoire d'Alexander Von Humboldt, homme de science ouest-allemand, sont choisies par la voie de concours auxquels peuvent participer des candidats de tous les pays. La bourse donnée à M. Capri lui permettra de poursuivre des travaux de recherches pendant un an en Allemagne de l'Ouest. Une visite de trois semaines de la République fédérale allemande est également prévue.

Le président du comité de sélection, M. Werner Heisenberg, est un des pionniers de l'étude de la mécanique quantique. Le comité présidé par M. Heisenberg a été agréablement impressionné par l'exposé des recherches sur la dispersion des nucléons que proposait M. Capri dans sa demande.

En juin, M. Capri quittera donc pour un congé sabbatique d'un an qui lui permettra d'entreprendre ses recherches à l'Institut de physique et d'astrophysique Max Planck à Munich, où il travaillera en collaboration avec le directeur de l'Institut, M. Peter Dürre.

M. Capri est d'origine roumaine et est

arrivé au Canada en 1949 à l'âge de 11 ans. En 1967, il a obtenu une bourse post-doctorale de l'Université de l'Alberta. L'année suivante, il est devenu professeur adjoint de physique.

Commission d'enquête sur les viandes

Le premier ministre a annoncé le 7 janvier la création d'une Commission chargée d'enquêter sur les méthodes de commercialisation du boeuf et du veau de toutes catégories mis en marché au Canada. La commission sera présidée par M. Maxwell W. Mackenzie, d'Ottawa, et comprendra deux autres membres: Mme Lydia Patry-Cullen, de Montréal, et M. H. Harries, d'Edmonton.

Les trois commissaires ont pour mandat de tenir des audiences publiques et autres assemblées aux fins d'examiner en détail la commercialisation du boeuf et du veau au Canada, en prenant en considération chaque étape du processus de distribution et de transformation et toutes les différences pouvant exister à cet égard dans l'ensemble du pays. Ils présenteront ensuite au gouvernement les recommandations qu'ils pourront juger propres à améliorer la commercialisation du boeuf et du veau.

Faisant écho aux propos tenus à quelques reprises par le ministre de l'Agriculture et le ministre de la Consommation et des Corporations, le premier ministre a souligné que le gouvernement s'inquiète du fait que les prix à la consommation du boeuf et du veau semblent élevés par rapport au revenu des producteurs et ne suivent peut-être pas entièrement les différents prix payés aux producteurs, d'où la décision de créer la Commission d'enquête. Celle-ci tiendra compte des travaux que la Commission de surveillance du prix des produits alimentaires a accomplis récemment en ce domaine.

Le premier ministre a précisé qu'en choisissant les commissaires, on a pris soin de s'assurer le concours de personnes dont l'expérience et les compétences pourraient être profitables à l'enquête. Ainsi l'expérience de M. Mackenzie a trait aux affaires en général, celle de Mme Patry-Cullen porte sur le mécanisme de la vente et plus particulièrement sur les problèmes des consommateurs, alors que M. Harries connaît bien les problèmes des producteurs.